# De l'actualité d'une histoire des féminismes et de la " condition féminine ". Éléments d'introduction

Françoise Berger, Anne Kwaschik

▶ **To cite this version:**

Françoise Berger, Anne Kwaschik. De l'actualité d'une histoire des féminismes et de la " condition féminine ". Éléments d'introduction. Françoise Berger; Anne Kwaschik. La „condition féminine". Feminismus und Frauenbewegung im 19. und 20. Jahrhundert / La „condition féminine". Féminismes et mouvements de femmes au XIXe-XXe siècles, Franz Steiner Verlag, pp.9-22, 2016, 978-3515113953. halshs-02929599

**HAL Id: halshs-02929599**
**https://shs.hal.science/halshs-02929599**

Submitted on 3 Sep 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*in* Françoise Berger, Anne Kwaschik (dir.), *La „condition féminine“. Feminismus und Frauenbewegung im 19. und 20. Jahrhundert /La „condition féminine“. Féminismes et mouvements de femmes au XIX^e^-XX^e^ siècles*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2016. p. 9-22

# DE L'ACTUALITÉ D'UNE HISTOIRE DES FÉMINISMES ET DE LA « CONDITION FÉMININE »

## Éléments d'introduction

*Françoise Berger / Anne Kwaschik*

Lors du Congrès international des femmes, de son nom exact, Congrès international des œuvres et des aspirations féminines, qui se tint à Berlin en 1896, la déléguée française Eugénie Potonié-Pierre, fondatrice de la Fédération des sociétés féministes françaises, se prononça sur l'état actuel de la « question féministe » en France. Aux 1 700 participantes venant d'Europe et des États-Unis, elle expliqua comment l'idée féministe fut reprise par tous les milieux en lançant un processus qui devait porter progressivement ses fruits au cours des années à venir. Elle continua par souligner que le mot « féminisme » fut d'abord inventé au sein de son groupe, puis repris par la presse qui le fit circuler. C'est la presse elle-même qui a « mis à la mode ce mot féminisme » contre lequel l'opinion publique s'émouvait[1].

Partir de l'histoire des mots nous conduit non seulement à ce lieu de mémoire franco-allemand, que le congrès de 1896 présente, mais dirige aussi notre regard vers le caractère international des idées ainsi que des pratiques institutionnelles choisies par les mouvements nationaux. Si l'origine du mot, ainsi que son utilisation dans le sens « émancipation des femmes » reste incertain, ce sont les années 1890 qui marquent un moment international de cristallisation dans son histoire. Déjà, la suffragette Hubertine Auclert (1848–1914) utilisa le mot pour parler de son engagement[2]. Or, ce n'est qu'à l'issue du premier Congrès féministe, qui eut lieu à Paris en 1892, que le mot émigra au Royaume-Uni. Il apparaît dans des publications espagnoles, italiennes, allemandes, grecques et russes avant la fin du siècle. À la fin des années 1890, le terme est attesté en Argentine, à Cuba et aux États-Unis. Finalement, à partir de 1910, son emploi est mondial[3].

Néanmoins, l'arrivée du mot en Allemagne s'avère difficile. Le terme y prend en effet une certaine radicalité. Le mot prédominant dans l'empire wilhelmien étant celui de « Frauenemanzipation ». Ceci non seulement pour des raisons politiques, mais aussi à cause

---

[1] Eugénie Potonié-Pierre, « Frankreich », in: *Der Internationale Kongress für Frauenwerke und Frauenbestrebungen in Berlin 19.–26. September 1896. Eine Sammlung der auf dem Kongress gehaltenen Vorträge und Ansprachen*, hg. v. Redaktionskomitee: Rosalie Schoenflies, Lina Morgenstern, Minna Cauer, Jeanette Schwerin, Marie Raschke, Berlin, Verlag Hermann Walther, 1897, p. 39–42, ici: p. 40. Voir Laurence Klejman / Florence Rochefort, *L'égalité en marche*. *Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presse de la FNSP, 1989.

[2] Steven C. Hause, *Hubertine Auclert. The French Suffragette*, New Haven/London, Yale University Press, 1987. Pour une vue générale sur les recherches existantes, voir Jean Pedersen, « French Feminism 1848–1949 », *French Historical Studies* 37 (2014) 4, p. 663–687.

[3] Karen Offen, « Sur l'origine des mots ‹ féminisme › et ‹ féministe › », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 34 (1987) 3, p. 492–496 ; Karen Offen, « Defining Feminism. A Comparative Historical Approach », *Signs* 14 (1988) 1, p. 119–157; Karen Offen, *European Feminisms 1700–1950*, Stanford, Stanford University Press, 2000, p. 19.

d'un état d'esprit anti-français[4]. Le mot « féminisme » fut essentiellement employé par les représentantes de l'aile dite radicale du mouvement des femmes, telle que l'avocate du droit des femmes Käthe Schirmacher (1865–1930)[5]. Cette dernière prit une fonction d'intermédiaire entre les débats français et allemands. Très à l'aise dans les réseaux internationaux, elle rapporta des évolutions en Allemagne, grâce à ses contributions journalistiques dans les journaux francophones[6]. Toujours-est-il que les mots français furent utilisés exclusivement pour le contexte international tandis que l'antonyme « antiféministe » circulait aussi, sans aucun problème pour les adversaires du mouvement, à l'intérieur de l'Allemagne. Ce n'est que dans les années 1970 que le mot devint courant comme autodéfinition des activistes au sein du mouvement de femmes en République fédérale d'Allemagne.

Aujourd'hui le terme désigne, en France et Allemagne, un projet dit dépassé par les médias ainsi que dans certains milieux académiques. Depuis quelques années, cependant, les voix se multiplient pour appeler à un renouvellement et une réinvention des féminismes[7]. En 2013, à l'occasion des 30 ans de leur fondation, les *Feministische Studien* ont ouvert, dans leur édition d'anniversaire, une plate-forme de débat pour de nouveaux féminismes. « Que veulent-elles encore ? » se demandèrent 31 auteures, comptant parmi elles des pionnières de la recherche sur les femmes et le genre en République fédérale.

Ilse Lenz et Birgit Saurer traitent du défi du néolibéralisme[8]. Kirsten Heinsohn propose un féminisme comme pensée à part entière qu'elle place à côté du mouvement social[9]. Claudia Opitz plaide pour employer la catégorie du genre comme une ressource à la fois féministe et scientifique[10]. Karin Hausen et Gertraude Krell, pour donner un dernier exemple, tiennent un dialogue interdisciplinaire entre histoire et sciences économiques qu'elles entendent être exemplaire et constitutif pour des recherches sur le genre[11]. D'une manière créative, les contributions couvraient tous les domaines du « carré magique » (Ilse Lenz) : mouvement féministe, recherche sur les femmes et le genre, personnes chargées à l'égalité des genres, ainsi que politiciennes féministes.

---

[4] Christiane Streubel, *Radikale Nationalistinnen. Agitation und Programmatik rechter Frauen in der Weimarer Republik* (Geschichte und Geschlechter, 55), Frankfurt a. M., Campus, 2006, p. 63 s.

[5] Voir Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle. Le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne*, Berne, Peter Lang, 2013 (Convergences, 70). La recherche sur l'histoire des féminismes est presque devenue ingérable par son ampleur et ne pourra être présentée d'une manière exhaustive dans le cadre de cette introduction. Les références seront donc à comprendre à titre indicatif. L'accent est mis sur les travaux les plus récents.

[6] La série d'articles « Congrès international féministe de Berlin » paraît dans *Le Journal des Débats*, Partie 1 (4 septembre 1896): 2, Partie 2 (22 septembre 1896): 3, Partie 3 (23 septembre 1896): 3, et Partie 4 (28 septembre 1896): 2–3. Réédité dans *La Revue féministe* en 1896; voir: Karen Offen, « Kaethe Schirmacher, Investigative Reporter & Activist Journalist : The Paris Writings, 1895–1910 » *Proceedings of the Western Society for French History, Portland* 39 (2013), p. 200–211, ici: p. 202. Nous remercions Karen Offen d'avoir attiré notre attention sur ce texte.

[7] Gudrun Axeli-Knapp, « Still loving feminism », conférence à la Freie Universität de Berlin, Zentraleinrichtung zur Förderung von Frauen- und Geschlechterforschung, 16 avril 2013.

[8] Ilse Lenz, « Zum Wandel der Geschlechterordnungen im globalisierten flexibilisierten Kapitalismus. Neue Herausforderungen für die Geschlechterforschung », *Feministische Studien*, (2013) 1, p. 124–130; Birgit Saurer, « Feminismus und Politik – zu einem notwendigen und notwendig umkämpften Verhältnis. Eine politikwissenschaftliche Perspektive », *Feministische Studien*, (2013) 1, p. 164–169.

[9] Kirsten Heinsohn, « Feminismus – ein nicht natürlicher Sehepunkt », *Feministische Studien*, (2013) 1, p. 78–81.

[10] Claudia Opitz-Belakhal, « Was ist und wozu heute noch feministische Theorie? », *Feministische Studien* (2013) 1, p. 155–159.

[11] Karin Hausen / Gertraude Krell, « Feministische Theorie(n)? – Eine Historikerin und eine Betriebswirtin im Dialog », *Feministische Studien* (2013) 1, p. 72–76.

En France, c'est l'historienne et philosophe de la pensée féministe Geneviève Fraisse qui, avec son plaidoyer contre les « excès du genre », appela en 2014 à une nouvelle réflexion[12]. Quelques années auparavant, la cérémonie d'anniversaire à l'occasion des 40 ans de la fondation du Mouvement de libération des femmes (MLF) contribua à « l'inscription des mouvements dans l'histoire d'une part, et la mise en perspective de l'accumulation historique (de 1970 à 2010) de l'autre »[13]. La déléguée interministérielle aux Droits des femmes (1997–1998) et députée européenne (1999–2004) qui avait clôturé le congrès international féministe de décembre 2010[14] insiste sur le statut historique du féminisme. « Le féminisme est une histoire », souligne-t-elle[15]. Fraisse affirme que l'oubli et l'effacement dont les femmes font les frais dans l'écriture de l'histoire n'est, cependant, qu'un côté de l'historicisation dont l'autre serait « la supposition, récurrente, que les sexes seraient pris ou cantonnés dans l'atemporalité »[16].

Pour Fraisse, le féminisme, c'est à dire l'idée d'une égalité femme/homme, a été « un mot maudit pour toujours »[17] qu'il faudrait néanmoins aujourd'hui employer car il revendique la mise en oeuvre complète des principes démocratiques. « L'expression ‹ égalité des sexes › fait donc l'objet de contournements multiples, voire de contorsions : précisément, l'usage du mot ‹ parité › peut être abusif car on s'en sert pour masquer le mot ‹ égalité ›, trop cru. »[18] Toujours-est-il que le débat sur la parité en tant que principe politique avait ranimé le féminisme et contribué à sa « reprise », du moins en France[19].

Face à cette actualité, le Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIXe et XXe siècles a choisi de mettre ces débats en perspective en s'interrogeant sur l'histoire des conditions féminines. Ainsi le douzième colloque, intitulé « La condition féminine en France, en Allemagne et en Europe : Regards croisés, XIXe–XXe siècles » qui s'est déroulé en octobre 2014 à l'Institut d'études politiques de Grenoble, s'est donné comme but de déconditionner la place des femmes, dans une perspective transnationale. En nous focalisant sur la « condition féminine », nous voulions remettre en question à la fois un élément central et décisif des discussions actuelles, mais aussi une partie de l'identité européenne, c'est-à-dire l'égalité homme-femme[20]. La « condition féminine » est ici comprise comme l'ensemble des lieux et des positions des femmes dans l'organisation sociale ainsi que leur signification au niveau du discours, de l'idéologie, des mentalités.

---

[12] Geneviève Fraisse, *Les excès du genre. Concept, image, nudité*, Paris, Éditions Lignes, 2014.

[13] Entretien de Sylvie Duverger avec Geneviève Fraisse: « Le féminisme est une histoire », 8.11.2011, http://www.nonfiction.fr/article-4343-entretien_avec_genevieve_fraisse_le_feminisme_est_une_histoire.htm [05.03.2016].

[14] Françoise Picq / Martine Storti, *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques. Congrès international féministe*, *Paris, décembre 2010*, Paris, Éditions IXE, 2012; pour l'histoire du MLF, voir la réédition augmentée de l'ouvrage de référence, Françoise Picq, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions-dialogues, 2011.

[15] Entretien de Sylvie Duverger avec Geneviève Fraisse.

[16] *Ibid.*

[17] Geneviève Fraisse, « Sur l'incompatibilité supposé entre l'amour et le féminisme », in G. Fraisse, *À côté du genre. Sexe et philosophie de l'égalité*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2010, p. 290–298, ici : p. 291.

[18] Entretien de Sylvie Duverger avec Geneviève Fraisse, *op. cit*.

[19] Geneviève Fraisse, « Habiter la contradiction », in : Fraisse, 2010, *op. cit.*, p. 455–469, ici : p. 457. Pour le débat en France, voir Yves Sintomer, « Le paysage idéologique de la parité. », *Travail, genre et sociétés* 2 (2007) 18, p. 147–152 ; Laure Bereni / Éléonore Lépinard, « ‹ Les femmes ne sont pas une catégorie ›. Les stratégies de légitimation de la parité en France », *Revue française de science politique* 54 (1), 2004, p. 71–98. Voir pour une traduction allemande, *Trivium* 19 (2015), http://trivium.revues.org/5082 [05.03.2016].

[20] Theresa Wobbe, « Gleichbehandlung und Individualrechte. Das transnationale Geschlechterkonzept der Europäischen Union aus historisch-soziologischer Sicht », in: Martin Heidenreich (Hg.), *Krise der europäischen Vergesellschaftung? Soziologische Perspektiven*, Wiesbaden, Springer, 2014, p. 229–251.

Le choix d'insister sur la « condition » féminine peut, cependant, paraître inadéquat, et cela avec raison. L'interprétation du terme même a été rejeté, dans la décennie 1970, à la fois par celles qui y voyaient la formulation de leur aliénation et par celles qui doutaient de son existence même[21]. Si c'est bien cette notion de « condition » féminine qui a été retenue comme fil directeur de la réflexion c'est qu'elle est comprise comme une question[22] s'inscrivant dans ces champs de réflexion autour d'un renouvellement des féminismes, d'une part. De l'autre, elle permettait d'ouvrir la réflexion et d'intégrer les contributions d'historiennes et d'historiens non spécialistes de l'histoire du genre, orientés habituellement sur des thématiques militaires, sociales, économiques, culturelles. De cette manière, la réflexion fut replacée dans le cadre d'un dialogue interdisciplinaire et l'écriture d'une histoire, pour ainsi dire, polyphonique laissant la place à l'observation des « conditions » féminines et masculines et des évolutions dans tous les domaines observables de la société.

Enfin, la perception d'une place prédéfinie dans la société et assignée aux femmes rejoint toujours une réalité. Lorsque l'historienne et politologue Nicole Bacharan choisit d'écrire l'histoire de la « condition féminine » à travers trois grandes voix, celles de l'anthropologue Françoise Héritier, de l'historienne Michelle Perrot et de la philosophe Sylviane Agacinsky, il est beaucoup question de place. Cependant l'ouvrage, paru en 2011, ne parle pas seulement de la « fameuse place » réservée aux femmes, mais aussi de cette utopie des femmes qui se sentent « à leur place »[23].

En dépit de leur proximité, les termes « féminisme » et « mouvement de femmes » n'ont pas la même signification. La sociologue allemande, Ute Gerhard, première titulaire d'une chaire d'enseignement pour la recherche sur les femmes et le genre en République fédérale d'Allemagne, le signale de manière très précise dans son œuvre de référence sur l'histoire des mouvements de femmes[24]. « Mouvement de femmes » et « féminisme » poursuivent les mêmes buts : « Que dans tous les domaines : l'État, la société, la culture, mais surtout dans la sphère privée, les femmes puissent disposer des mêmes droits et de la même liberté d'agir, ainsi que d'une égale participation au pouvoir politique et d'une égalité d'accès aux ressources de la société. » Néanmoins le terme « féminisme », employé en tant que marqueur et identifiant d'un mouvement social, se réfère en outre à d'autres projets et théories politiques, qui comme d'autres « -ismes » ont fait et font toujours l'objet d'un soupçon[25]. Par conséquent, l'histoire des féminismes transcende l'histoire du mouvement d'émancipation des femmes.

Dans ce contexte, les différentes contributions interrogent les conditions féminines[26]. En écho à la réflexion de Karen Offen, le féminisme, en tant que projet politique, nous place dans une perspective historique, au coeur de l'analyse sociétale : « Feminisms, in the plural, can be documented in many European societies, past and present ; in some societies they become a central and recurrent feature of political cultures, of European thought and politics.

---

[21] Voir à ce sujet l'article de Ludivine Bantigny et Anne Kwaschik dans ce volume.

[22] Geneviève Fraisse, « En finir avec la ‹ condition › féminine ? », in : Fraisse, 2010, *op. cit.*, p. 383–393.

[23] Françoise Héritier / Michelle Perrot / Sylviane Agacinski / Nicole Bacharan, *La Plus Belle Histoire des femmes*, Paris, Seuil, 2011. Pour une perspective historique, voir Anne Kwaschik, « Selbstentwürfe intellektueller Frauen als Herausforderung an die Intellektuellengeschichte: Am Beispiel von Simone de Beauvoir und Colette Audry », in: Stephanie Bung / Romana Weiershausen (Hg.), *Querelles-Jahrbuch 2010: Simone de Beauvoir*, Göttingen, Wallstein, 2010, p. 165–181.

[24] Voir pour un portrait et une analyse sociologique de cette génération pionnière, Ulla Bock, *Pionierarbeit. Die ersten Professorinnen für Frauen- und Geschlechterforschung an deutschsprachigen Hochschulen 1984–2014*, Frankfurt a. M., Campus, 2015.

[25] Ute Gerhard, *Frauenbewegung und Feminismus. Eine Geschichte seit 1789* (C. H. Beck Wissen, 2463), München, Beck, 2009, p. 6 s.

[26] Les usages des termes ainsi que la présentation typographique des « conditions féminines » et du langage genré dans les articles n'ont pas été harmonisés, car ils sont l'expression de la position des auteures et auteurs.

Feminist thought and action do not stand outside – or on the periphery of – the so called Western tradition; they are integrated to it. »[27]

Ce faisant, le présent ouvrage se rallie aux interprétations ouvertes des « vagues » discernées dans l'histoire des féminismes. Si la question de l'homogénéité des mouvements porte en partie toujours à controverse, elle est majoritairement rejetée. L'aspect protéiforme des mouvements est à souligner tant pour la première que pour la seconde vague[28]. Les phases de l'histoire des féminismes (la première du XIXe au milieu du XXe siècle, la deuxième, dans les années 1970–1990, on parle aujourd'hui de troisième vague) seront donc plutôt considérées comme « éruptions volcaniques. »[29]. L'ouvrage rejoint la métaphore géologique et associe le travail de l'historienne à celui d'une vulcanologue : « cartographier et mesurer le terrain, repérer les fissures, analyser le contexte au sein duquel elles s'ouvrent, jauger la pression et l'amplitude des flux et des éruptions de lave […], évaluer les types changeants d'activité à travers le temps »[30].

## DU REGARD TRANSNATIONAL ET COMPARATISTE

Depuis plus de 20 ans, l'historiographie des féminismes revendique une plus forte perspective transnationale et comparative[31]. Rétrospectivement, il faudrait cependant la défendre contre elle-même. De fait, l'historiographie des femmes, dès le début, n'a affirmé que de façon extrêmement rare des lignes de développement exclusivement nationales[32]. En 1991/92, Georges Duby et Michelle Perrot publient leur *Histoire des femmes en Occident*[33]. Parallèlement, des historiennes scandinaves publient une histoire mondiale : *Womens's History of the World from the Earliest Times to the Present Day*[34].

Contrairement à d'autres domaines de la recherche historique, la recherche sur les féminismes a toujours rendu compte du caractère international de la pensée féministe, mais aussi du processus d'internationalisation comme partie intégrante de l'analyse de la formation des réseaux au XIX siècle. L'ouvrage de référence de Sylvia Paletschek et de Bianca Pietrow-Ennker a frayé la voie pour l'Europe du XIXe siècle en présentant des

---

[27] Karen Offen, 2000, *op. cit.*, p. 1. Cependant le titre allemand du livre au singulier n'est dû qu'à l'aspect inhabituel du pluriel « féminismes ».

[28] Kerstin R. Wolff, [Compte rendu de: Czelk, Andrea, « Privilegierung » und Vorurteil. Positionen der Bürgerlichen Frauenbewegung zum Unehelichenrecht und zur Kindstötung im Kaiserreich. Köln 2005], in *H-Soz-Kult*, 26 sept. 2006, http://www.hsozkult.de/publicationreview/id/rezbuecher-8181 [05.04.2016]; Ute Gerhard, « Frauenbewegung », in Dieter Rucht / Roland Roth (Hg.), *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch*, Frankfurt a. M., Campus, 2008, p. 187–218; Eva-Maria Silies, « Ein, zwei, viele Bewegungen? Die Diversität der Neuen Frauenbewegung in den 1970er Jahren der Bundesrepublik », in Sebastian Gehrig / Cordia Baumann / Nicolas Büchse (Hg.), *Linksalternative Milieus und Neue Soziale Bewegungen in den 1970er Jahren*, Heidelberg, Winter, 2011, p. 87–106.

[29] Karen Offen, 2000, *op. cit.*, p. 25 s.

[30] *Ibid.*

[31] Voir à titre d'exemple, Karen Offen, 2000, *op. cit.*, p. 4.

[32] Voir pour l'Allemagne, les volumes de synthèse, Gisela Bock, *Geschlechtergeschichten der Neuzeit: Ideen, Politik, Praxis* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 213), Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 2014; Karin Hausen, *Geschlechtergeschichte als Gesellschaftsgeschichte* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 202), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2012. Pour un exemple récent de l'historiographie française, voir les pages sur la circulation des théories sur la sexualité entre Allemagne et France, Sylvie Chaperon, *Les origines de la sexologie 1850–1900*, Paris, Payot, 2012.

[33] Michelle Perrot / Georges Duby (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, 5 volumes, Paris, Plon, 1991/92. Voir notamment le volume V sur le XXe siècle dirigé par Françoise Thébaud.

[34] Voir Ida Blom, « Global Women's History. Organising Principles and Cross-Cultural Unterstanding », in Karen Offen / Ruth Pierson / Jane Rendall (eds.), *Writing Women's History. International Perspectives*, Basingstoke, Hampshire, 1991, p.135–150.

articles sur les différents mouvements nationaux de femmes et en aboutissant à des articles de synthèse[35]. Les années 1970 ont été traitées par Kristina Schulz dans une perspective franco-allemande[36]. Dernièrement, la thèse de Fanny Bugnon a analysé la médiatisation des femmes dites « terroristes » de la Fraction armée rouge et d'Action directe à travers la presse française (1950–1994)[37].

Cependant il est exact qu'au sein des études, prises isolément, domine l'accent sur un seul pays, l'étude du cas national. Mises à part quelques études pionnières, peu de travaux ont eu une approche comparative[38] ou abordent des questions dans la perspective d'une histoire croisée. L'intégration d'une perspective transnationale n'est pas encore devenue un standard allant de soi, tout particulièrement en raison d'un manque de connaissances linguistiques, mais aussi car établir des réseaux de communication internationale relève parfois encore d'un travail de pionnier, surtout quand il s'agit de prendre en considération le développement dans un grand nombre de pays d'Europe[39]. Des travaux sur les féminismes noirs[40] ou sur les mouvements de femmes outre-mer[41] en sont seulement à la phase d'écriture.

Ce constat ne s'applique pas aux champs de l'histoire coloniale ou globale, qui présentent depuis quelques décades et grâce aux travaux stimulants des historiennes telles que Catherine Coquery-Vidrovitch, Philippa Levine ou Anne Stoler une véritable mine d'or produisant des études de cas, mais aussi des travaux comparatifs enrichissant considérablement l'histoire des femmes et du genre[42]. De même, l'historiographie des organisations internationales et de leurs protagonistes est particulièrement bien établie et délimitée[43]. Toujours-est-il que les thèses de doctorat traitant des féminismes se réfèrent trop rarement, dès leur conception même, à un point de vue qui s'ancrerait hors du cadre national, car cela constitue un défi considérable d'un point de vue linguistique, conceptuel, mais aussi sur le plan des techniques de travail[44].

---

[35] Sylvia Paletschek / Bianka Pietrow-Ennker (eds.), *Women's Emancipation Movements in the Nineteenth Century. A European Perspective*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

[36] Kristina Schulz, *Der lange Atem der Provokation. Die Frauenbewegung in der Bundesrepublik und in Frankreich 1968–1976*, Frankfurt a. M., Campus, 2002.

[37] Fanny Bugnon, *Les « amazones de la terreur ». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Payot, 2015.

[38] Voir Anne Cova (dir.), *Histoire comparée des femmes*, Paris, CNRS Éditions, 2009. Voir maintenant, Malte König, *Der Staat als Zuhälter. Die Abschaffung der reglementierten Prostitution in Deutschland, Frankreich und Italien im 20. Jahrhundert* (Bibliothek des Deutschen Historischen Instituts in Rom, 131), Berlin, De Gruyter, 2016.

[39] Sarah Kimble / Marion Röwekamp (eds.), *New Perspectives on European Women's Legal History* (Routledge Research in Gender and History, 24), London, Routledge, 2016.

[40] Voir le premier numéro de la revue d'études féministes *Comment s'en sortir* (1, 2015) : «‹Les murs renversés deviennent des ponts›. Féministes noirs » ; notamment l'entretien avec Françoise Vergès.

[41] Myriam Paris, *Genre, esclavage et (post)colonialisme dans la construction d'un sujet politique : les féministes réunionnaises* (thèse en cours sous la direction de Elsa Dorlin et de Françoise Vergès, Paris 8).

[42] Catherine Coquery-Vidrovitch, *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*, Paris, Éditions Desjonquères, 1994 ; Philippa Levine (ed.), *Gender and Empire*, New York, Palgrave Macmillan, 2007 ; Ann Stoler, *Carnal Knowledge and Imperial Power. Race and the Intimate in Colonial Rule*, Berkeley, University of California Press, 2002. Pour un résumé français, voir Pascale Barthélémy / Luc Capdevila / Michelle Zancarini-Fournel, « Femmes, genre et colonisations », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* 33 (2011), p. 7–22.

[43] Voir pour une étude modèle, Christine von Oertzen, *Strategie Verständigung: zur transnationalen Vernetzung von Akademikerinnen 1917–1955*, Göttingen, Wallstein, 2012.

[44] Voir Iwona Dadej, « Die Frau von Morgen ». *Frauenpolitisch tätige Akademikerinnen in Deutschland und Polen, 1918–1939*, thèse de la Freie Universität Berlin, 2015; Philippe de Wolf, *Le Féminisme masculin : la participation des hommes aux mouvements d'émancipation des femmes en Belgique, en France et aux Pays-Bas (1960–1990)* (thèse en cours sous la direction de Gita Deneckere, Université de Gand / Yannick Ripa, Paris 8).

De par sa dimension franco-allemande, les contributions du présent ouvrage cherchent à explorer ce champ de recherche, qu'il entend élargir[45]. Nous reprenons la définition ouverte et pragmatique proposée par Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier dans leur *Palgrave Dictionary of Transnational History* selon laquelle une histoire transnationale se consacre aux liens « links and flows », aux « people, ideas, products, processes and patterns that operate over, across, through, beyond, above, under, or in-between polities and societies »[46]. En insérant cette idée dans la réflexion d'Ann Taylor Allan autour d'un regard transnational et comparatiste sur l'histoire des femmes[47], l'ouvrage s'inscrit dans une tendance actuelle[48]. Cependant, notre intention est de faire communiquer encore plus étroitement l'histoire des conditions féminines et l'histoire transnationale en insistant sur un moment transnational ou une perspective comparative au niveau de l'article même. Pour une telle réflexion, l'approche franco-allemande peut être un point de départ pertinent. En effet, dans les années 1980, elle constitua un des premiers champs d'une nouvelle approche de l'histoire des transferts et de l'histoire croisée[49].

Le projet d'internationaliser de manière conséquente les différentes narrations historiques des femmes et du genre dans l'histoire du XIXe et XXe siècle nous conduit à nous reposer, finalement, des questions devenues classiques. Celles-ci concernent surtout les césures et la périodisation. Quels sont les facteurs qui ont marqué les évolutions des XIXe et XXe siècles et sont responsables des transformations de la « condition » féminine en France, en Allemagne et en Europe, avec leurs avancées et leurs reculs ? Quel est dans ce contexte général la place spécifique des temps de guerre et des temps de paix ? Quel a été le rôle respectif des spécificités nationales et des tendances de fond transnationales ? En quoi les modalités spécifiques d'expression et d'articulation du féminisme ont-elles marqué les différences nationales en matière politique, sociale, culturelle ou affective ?

---

[45] Depuis quelques années, la germanistique française porte un intérêt renouvelé à l'histoire des femmes et des féminismes en Allemagne. Grâce à une initiative de Patrick Farges, le congrès de l'Association des germanistes de l'enseignement supérieur (4 au 6 juin 2015 à Amsterdam, en coopération avec la Vereniging van Germanisten aan de Nederlandse Universiteiten) a rendu compte de ce développement en consacrant une table ronde aux « Frauenrechtlerinnen als Mittlerinnen (1848–1933) ». Pour les travaux les plus importants. Voir : Christina Stange-Fayos, *Publizistik und Politisierung der bürgerlichen Frauenbewegung. Die Zeitschrift « Die Frau » (1893–1914)*, Frankfurt a. M., Peter Lang, 2014; Anne-Laure Briatte-Peters / François Danckaert (dir.), *Les femmes politiques dans la vie politique allemande depuis 1945, Allemagne d'aujourd'hui,* 2014 (1) ; Anne-Marie Saint-Gille / Patrick Farges (dir.), *Le premier féminisme allemand : 1848–1933. Un mouvement social de dimension internationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013 ; Anne-Laure Briatte-Peters, *Citoyennes sous tutelle. Le mouvement féministe « radical » dans l'Allemagne wilhelmienne*, Berne, Peter Lang, 2013. Voir aussi la thèse en cours, Agathe Bernier-Monod, *De Weimar à Bonn : les femmes députées du Reichstag jusqu'au Bundestag. Parcours politique et travail parlementaire de quatre doyennes de la démocratie allemande, 1918–1957* (sous la direction de Hélène Miard-Delacroix, Paris 4).

[46] Akira Iriye / Pierre-Yves Saunier, « The Professor and the Madman », in A. Iriye / P.-Y. Saunier (eds.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. XVII–XX, ici : p. XVII. Pour un résumé du débat, voir Klaus Kiran Patel, « Transnationale Geschichte », *Europäische Geschichte Online* (EGO), hg. v. l'Institut für Europäische Geschichte (IEG), Mainz, 2010, http://www.ieg-ego.eu/patelk-2010-de [05.03.2016].

[47] Ann Taylor Allan, *Lost in Translation*? Un regard transnational et comparatiste sur l'histoire des femmes, in: Anne Cova, 2009, *op. cit.*, p. 83–104.

[48] Martina Ineichen et al. (eds.), *Gender in Trans-it. Transkulturelle und transnationale Perspektiven / Transcultural and Transnational Perspectives*, Zürich, Chronos, 2009; Angelika Epple / Angelika Schaser (eds.), *Gendering Historiography. Beyond National Canons*, Frankfurt a. M., Campus, 2009; Oliver Janz / Daniel Schönpflug (eds.), *Gender History in a Transnational Perspective. Networks, Biographies, Gender Orders*, New York/Oxford, Berghahn, 2014.

[49] Michel Espagne / Michael Werner, Michael (dir.), *Transferts. Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIIIe et XIXe siècles)*, Paris, Éditions Recherche sur les Civilisation, 1988; Michael Werner / Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité » *Annales. Histoire, Sciences sociales* 58 (2003) 1, p. 7–36.

## PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Afin de répondre à une critique récurrente « d'une tendance à l'autolimitation des représentantes de l'histoire du genre » à aborder des périodes de temps plutôt limitées[50], le présent ouvrage soutient une perspective de longue durée, avec la volonté de remettre en question la logique des périodisations traditionnelles. En choisissant une chronologie allant du long XIXe siècle jusqu'aux années 1990 et incluant aussi les développements récents, nous proposons d'intégrer l'histoire des féminismes dans des contextes de transformations politiques, économiques et culturelles sur le long terme. Dans cette perspective pourront être discutés de manière pertinente les mécanismes par lesquels les césures se sont construites, les conséquences qu'elles ont entrainées, mais aussi leurs développements contradictoires.

L'ouvrage est construit de manière chronologique, centré sur des phases lors desquelles se sont concentrées des évolutions importantes : successivement le XIXe siècle, les deux guerres mondiales, les années 1970, suivi d'une partie sur l'histoire économique et sociale et sur le temps présent. Il est également articulé autour de problématiques renvoyant aux approches récentes de l'historiographie : sorties de guerre, interprétation des changements en cours, transferts, progrès *versus* conservatisme, recherche féministe et théorie du genre. L'ouvrage est ainsi organisé autour de quatre thèmes principaux : les mouvements de femmes et les féminismes en Allemagne et en France au XIXe siècle ; le poids des deux guerres mondiales sur la condition féminine dans les deux pays ; le tournant sociétal des années 1970 et ses implications sur la condition des femmes ; enfin des apports sur les domaines de l'éducation, de la formation et du monde du travail, en général.

La première partie de l'ouvrage tente, non pas de couvrir, mais d'explorer, à travers quelques exemples révélateurs, la condition féminine au XIXe siècle, en France et en Allemagne. Ce développement est caractérisé par des parallèles historiques (comme les révolutions de 1848 ou les débuts de la troisième République à comparer à l'Empire unifié d'après 1871), mais aussi par des césures différentes (droit de vote des femmes), ainsi que par une forte dimension internationale. Si l'histoire des mouvements d'émancipation des femmes, du XIXe au milieu du XXe siècle, est toujours une lutte pour les droits à la participation politique, mais aussi pour l'égalité en droit privé, les différences nationales sont révélatrices. C'est la situation juridique des femmes qui a imprimé aux mouvements d'émancipation nationaux des vitesses différentes avec des stratégies et des discours distinctement marqués.

Au regard de ce constat, la partie s'ouvre sur une réflexion, encore assez peu développée, sur l'analyse comparée du cadre législatif du mouvement de libération des femmes en France et Allemagne. C'est en effet le droit de la famille, défini pour la France dans le Code civil de 1804, très patriarcal, qui forme un véritable carcan pour de longues années puisque ce droit n'évolue qu'en partie, en 1944, ce qui explique donc des décalages temporels avec la situation allemande. Ce cadre législatif différencié a une signification multiple : il est non seulement « un appareil répressif » et « l'instrument de domination », mais aussi le « moyen et le moteur de la libération » (Ute Gerhard).

La prostitution féminine est une donnée sans doute aussi ancienne que l'existence même de sociétés humaines organisées, mais avec l'essor de la bourgeoisie et de son modèle, au XIXe siècle, elle devient un thème fort quant à la référence à l'image tranchée entre la femme, épouse et mère, et la prostituée. Deux contributions abordent cette question, l'une autour de l'armée et de la présence féminine en son sein (Mathieu Marly), l'autre sur le débat entre abolitionnisme et réglementarisme (Anne-Laure Briatte-Peters, Yannik Ripa) – débat qui en

---

[50] Kirsten Heinsohn / Claudia Kemper, „Geschlechtergeschichte", Version: 1.0, *Docupedia-Zeitgeschichte, 4.12.2012*, http://docupedia.de/zg/Geschlechtergeschichte?oldid=86062 [05.03.2016].

France reste encore d'actualité. Ainsi, alors que les armées européennes de l'époque moderne comportaient un nombre relativement important de femmes qui suivaient les régiments, le XIXe siècle est celui où une ferme séparation se met en place, avec une définition plus stricte des rôles féminins (employées militaires / femmes mariées / prostituées), pour diverses raisons parmi lesquelles le renforcement de la discipline et la « moralisation » de la vie militaire. C'est au même moment, face au développement de la prostitution que, après des débats très vifs, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni adoptent une règlementation très stricte qui, de fait, exclut les prostituées du droit commun, ceci questionnant nécessairement la liberté et l'intimité de toutes les femmes et cautionnant la morale bourgeoise dominante.

La littérature et la presse sont évidemment un reflet et un moteur de ces transformations sociétales profondes du XIXe siècle. C'est ainsi qu'en Allemagne, le poète belge Maurice Maeterlinck est vu, en conséquence d'un malentendu significatif, comme le « poète de la femme nouvelle » par le mouvement d'émancipation féministe allemand, parce qu'au tournant du XXe siècle, avec son nouvel opus *Ariane et Barbe-Bleue*, il développe une nouvelle figure féminine qui se bat avec détermination et force pour libérer les femmes prisonnières du tyran domestique sanguinaire (Barbara Klaus-Cosca). De même, quand naissent les journaux satiriques périodiques, la thématique de la « guerre des sexes » est largement exploitée par les dessinateurs, en France comme en Allemagne, la femme qui se bat pour l'égalité étant la principale cible des attaques des caricaturistes (Ursula E. Koch).

La seconde partie de l'ouvrage centre son attention sur la période des deux guerres mondiales. Une première présentation de synthèse (Françoise Thébaud) expose la façon dont les historiennes et les historiens ont abordé la question des femmes dans la guerre et, avec une perspective comparatiste, indique quatre thèmes essentiels : la chronologie et les formes de la mobilisation, les épreuves subies et les mutations de la vie quotidienne, les engagements patriotiques et pacifistes des féministes et enfin, les effets de la guerre sur les trajectoires individuelles et sur la place des femmes dans la société.

Comme pour le mouvement international pacifiste, les débats au sein des mouvements des femmes, allemand et français, parties prenantes de « l'Internationale féministe », également pacifiste, montrent l'échec de cette réflexion pacifiste et le repli vers des problématiques nationales et ses conséquences à la sortie de la guerre (Christina Stange-Fayos). Ainsi, lors de l'hiver 1920–1921, l'appel à la solidarité féminine par-delà la frontière, à propos de la livraison de vaches laitières, débouche sur une impasse (Agathe Bernier-Monod).

Dans les deux pays, la guerre a aussi des conséquences sur la « hiérarchie » des sexes, différentes dans deux pays dans une situation difficile à comparer à l'issue de la guerre. Si dans les deux pays, la période où les femmes sont seules à assumer les responsabilités domestiques et professionnelles a eu comme conséquence une plus grande confiance en elle des femmes, en France la question nataliste marque durablement la nouvelle donne de l'après-guerre tandis qu'en Allemagne, le bouleversement politique permet aux femmes allemandes de se trouver dans une situation d'égalité de droit, constitutionnelle et politique qui facilite les revendications émancipatrices (Malte König). Ces bouleversements et le vécu des évènements guerriers conduit à interroger la nouvelle situation des hommes, la « masculinité » et la condition masculine, totalement liées au changement du rapport de force entre les sexes auquel la guerre a conduit, ici encore de manière différente dans le camp du vainqueur et dans celui du vaincu (Patrick Farges, Elissa Mailänder).

La troisième partie de l'ouvrage se penche sur la perception des ruptures dues aux évolutions sociétales pour la génération d'après la guerre, mais aussi sur les résistances au changement. C'est évidemment l'année 1968, particulièrement pour la France, qui crée la rupture, au moins apparente. Ces années 1970 sont ainsi marquées par un changement socio-

économique structurel profond et par la « libéralisation fondamentale » (Habermas). Autour de la question féminine revisitée – qui suscite la seconde grande vague transnationale des mouvements féministes – cohabitent plusieurs interprétations, différentialistes ou égalitaristes, mais avec un rejet général de la « condition féminine », terme qui reflète des siècles d'oppression et la volonté, à l'inverse, de « déconditionner » la place des femmes.

La « libération de la femme » est le nouvel ordre du jour, à côté des slogans plus politiques ou plus libertaires. Mais cette libération ne se conçoit pas seulement sur un plan philosophique. Ce sont aussi, tant en Allemagne qu'en France, des combats concrets, par exemple sur le droit du travail, pour l'égalité salariale. Les avancées institutionnelles, qui répondent à ces revendications, sont critiquées en tant qu'instrumentalisation et comme fixation d'une « condition féminine » (Ludivine Bantigny, Anne Kwaschik). C'est un questionnement qui revient régulièrement dans l'actualité, en particulier en France où les débats pour ou contre la loi sur la parité en politique ont été très vifs.

Parmi les revendications plurielles, les plus importantes sont celles qui touchent au corps de la femme, avec en premier lieu son droit à faire ou à ne pas faire des enfants, soit en refusant d'en concevoir – positionnement bien plus marqué en Allemagne qu'en France (Rachel Chrastil), soit en revendiquant le droit à l'avortement. Dans ce domaine, c'est le modèle français (manifeste des 343 femmes qui s'auto-dénoncent, dans le *Nouvel Observateur*) qui se diffuse en Allemagne (manifeste de 374 femmes dans *Stern*), mais les Allemandes n'obtiennent pas les mêmes avancées (Gilles Leroux).

Ces évolutions sont observées de près dans la presse féminine de gauche, tant en France, en Italie, qu'aussi en RDA (Monica Fioravanzo). Ces débats atteignent en effet l'Europe de l'Est et modifient les perceptions réciproques des deux côtés du mur. Les transformations en cours, même si elles sont trop timorées aux yeux de la plupart des femmes, sont violemment rejetées par les extrêmes-droites – et leurs membres féminins au premier rang – qui au contraire véhiculent un discours antiféminisme virulent qui comporte à la fois un discours réactionnaire sur l'ordre social et sur la place des femmes en son sein, et une stratégie de mobilisation des femmes de ces mouvements, dont certaines, cependant, se positionnent plutôt en faveur d'un « féminisme nationaliste » (Valérie Dubslaff). La violence de cette opposition est à mettre en perspective avec celle de la mobilisation récente, en France, contre la « théorie du genre ». Elle a ouvert la voie à des recherches sur la réception du féminisme et à la volonté d'une réflexion des chercheurs sur l'écriture de l'histoire même du mouvement (Cornelia Möser).

Enfin, la quatrième et dernière partie de l'ouvrage explore les aspects professionnels, de la formation et de l'éducation, sur la longue durée. Parmi les caractéristiques de son genre et de son milieu, la jeune femme bourgeoise, au XIXe siècle, devait savoir jouer du piano, mais on n'attendait pas qu'elle en fasse profession, sauf pour celles qui avaient justement vocation à enseigner aux jeunes filles de la bourgeoisie. Professeure de piano devient ainsi le premier métier féminin à être admis dans ce milieu, dans les deux pays, malgré leurs différences sociétales (Claudia Schweitzer). Certaines, plus douées que d'autres, vont jusqu'à aborder une carrière d'instrumentaliste, laquelle est la plupart du temps confiné dans ce fameux « salon bourgeois ». Mais la place du « salon » n'étant pas la même en France qu'en Allemagne, dans le premier pays la renommée d'une artiste peut aller au-delà de ses murs, alors qu'en Allemagne, le salon n'est pas ouvert et ne donne aucune chance de reconnaissance à celles qui s'y produisent (Annkatrin Babbe, Freia Hoffmann, Volker Timmermann).

À l'éducation bourgeoise s'oppose celle des « mauvaises filles », qu'il faut « rééduquer », et que l'on envoie en maison de « redressement ». C'est ici encore l'occasion d'ouvrir le face-à-face franco-allemand (une nouvelle fois la RDA) à un troisième pays européen, l'Espagne franquiste, lors de la décennie de la guerre. L'approche comparée permet de

dégager, au-delà des spécificités conjoncturelles nationales, une perception relativement conforme de la déviance des mineures, basée sur un stéréotype de la « nature féminine » (Amélie Nuq).

Si le monde du travail[51], en général, a été déjà beaucoup étudié et demeure un terrain conflictuel en termes d'égalité de traitement, il reste cependant des secteurs ou des métiers qui semblent rester tabou – ou presque – encore de nos jours. Si l'on a montré depuis longtemps l'utilisation des femmes dans les secteurs de l'industrie lourde au moment des guerres, au cours desquelles elles relaient les hommes partis au front (en particulier pour la production d'armement), il reste encore de fausses idées sur l'influence de ces époques sur le travail féminin et en particulier on constate toujours des freins – pluriels – à l'embauche de femmes dans ces secteurs, malgré les évolutions technologiques (Françoise Berger).

Parmi les métiers – ou plus exactement les fonctions – encore peu accessibles aux femmes, se trouve celui d'entrepreneuse qui, de ce fait, a été encore peu étudié. Quelques cas allemands présentés ici montrent que ces dirigeantes devaient se mettre délibérément en retrait, voire agir dans le secret, afin de déployer leur propre stratégie, et ce fait ne varia guère jusqu'aux années 1990 (Stefanie van de Kerkhof).

L'ouvrage s'achève sur un regard sur le temps présent : va-t-on, dans le domaine de la condition féminine, vers une révolution conservatrice en Europe ? C'est en tout cas la question légitime que l'on peut se poser et qu'ont développée les médias allemands face aux luttes contre *L'ABCD de l'*égalité que le gouvernement français a récemment tenté – sans succès, d'imposer aux écoles. Tous ces débats français, largement repris par la presse allemande, prouve une européanisation des questions culturelles et sociétales (Dominique Herbet), parmi lesquelles la question de la place des femmes dans les sociétés française, allemande et généralement européenne, reste toujours au coeur de l'actualité.

Cet ouvrage apporte ainsi un certain nombre de résultats qui confirment la validité des grandes césures structurantes comme la Première Guerre mondiale, la résistance encore forte de certains secteurs de l'économie à la massification de l'emploi féminin ou encore les mouvements forts d'un « antiféminisme » porté par des femmes. Par une approche transversale et sur la longue durée, on peut lire aussi des histoires d'exclusion et de ségrégation, de hiérarchie et de domination, de mobilisations, de revendications, de conquêtes ou de retours en arrière.

C'est le regard posé sur les évolutions des discours, de manière comparative, ou sur les transferts entre plusieurs pays, qui permet de dégager les évolutions communes et les spécificités des sociétés nationales. Ainsi, les contributions, parfois à plusieurs voix et issues de différentes cultures scientifiques, ont montré l'intérêt de se repencher sur les thématiques de l'histoire des féminismes dans une perspective transnationale qui à la fois complètent et élargissent l'approche du genre et la définition même de cette notion – avec l'intérêt porté aussi, en parallèle, à la « condition masculine ».

Enfin, nous tenons à exprimer nos vifs et chaleureux remerciements à toutes celles et ceux qui nous ont accompagnées dans cette entreprise et sans le concours desquels ce volume n'aurait pu voir le jour : tous les auteurs et collègues ayant participé aux débats lors du colloque, d'abord et surtout, l'Université franco-allemande à Sarrebruck, qui a très généreusement soutenu ce projet (tant le colloque que la publication). Il nous reste à espérer que cet ouvrage contribuera au développement de nouveaux travaux.

*Berlin/Paris, mars 2016*
*Françoise Berger / Anne Kwaschik*

[51] Nous regrettons que Sylvie Schweitzer n'ait pas pu nous rejoindre pour la publication, voir son ouvrage Sylvie Schweitzer, *Femmes de pouvoir. Une histoire de l'égalité professionnelle en Europe (XIXe-XXIe siècle),* Paris, Payot, 2010.